

Pouvoir d'emprunt—Loi

Au début de l'année, le secteur manufacturier de l'économie fonctionnait à 81 p. 100 de sa capacité. Ce pourcentage est faible par rapport à 90 p. 100 qui correspondait à la pleine capacité. Mais nous avons réussi à combler de plus de la moitié cet écart au cours des quatre ou cinq derniers mois, puisque nous tournons à présent à environ 87 p. 100 de notre capacité. C'est un bond en avant considérable, monsieur l'Orateur, et il est en partie imputable à la vente des exportations qui sont devenues concurrentielles sur les marchés mondiaux étant donné la dépréciation du dollar. Les producteurs canadiens ont aussi moins de difficultés à affronter la concurrence des importations. C'est presque comme si nous disions aux fabricants canadiens vendant sur les marchés nationaux que nous leur avons accordé un tarif de 15 p. 100 et qu'ils doivent réagir. Je pense que c'est ce qu'ils ont fait. En effet, l'écart au niveau de la capacité de production a été comblé—de 81 à 87 p. 100—et c'est très important.

Si l'on analyse notre position commerciale, on voit qu'au cours du deuxième semestre nous avons enregistré exactement un excédent commercial de 176 millions de dollars. Au troisième semestre, il était passé à 600 millions de dollars, une augmentation très considérable. Normalement, le troisième semestre correspond à une période de ralentissement—la mi-été et le début de l'automne—aussi est-il significatif que cet excédent soit intervenu alors.

● (1552)

Certains passent leur temps à se lamenter sur l'état de notre économie, la faiblesse de notre dollar et ses conséquences néfastes sur les Canadiens. Ils devraient au contraire se rendre compte que notre position est très enviable. Au moment où le déficit commercial japonais s'accuse, nous commençons à percevoir les avantages de la faiblesse du dollar canadien. Nous commençons aussi à nous rendre compte des répercussions que ce déficit finira par avoir sur notre dollar, qu'il fera probablement remonter à 87, 88 ou 89c.

M. Hnatyshyn: La piastre à Trudeau.

M. McRae: Au cours du débat, le député de York-Simcoe (M. Stevens) a parlé des sociétés de la Couronne et de Petro-Canada. J'aimerais faire quelques commentaires à cet égard. Nous devrions sérieusement voir où nous allons dans ce domaine. Le chef de l'opposition (M. Clark) et les députés conservateurs ont affirmé que, s'ils étaient élus et prenaient la tête du gouvernement, ils mettraient un terme aux activités de Petro-Canada.

M. Hnatyshyn: Pas «si», quand ils seront élus.

M. McRae: Ils devraient peut-être revoir leur position à cet égard. Je ne pense pas que les Canadiens veuillent mettre un terme à Petro-Canada. J'ai lutté pour défendre la société dès le début et j'ai assisté aux 19 réunions du comité permanent des ressources nationales et des travaux publics qui étudiait l'article II et ce, parce que j'étais convaincu que nous étions sur la bonne voie.

Il y a trois raisons essentielles qui justifient le maintien de Petro-Canada. Tout d'abord, c'est l'un des aspects les plus importants de nos ressources. Quatre-vingt-dix p. 100 ou plus des ressources sont aux mains des compagnies étrangères, la plupart des multi-nationales. Nous en possédons moins de 10 p. 100 et je ne vois pas comment le secteur privé pourrait renverser cette situation. Pas une seule société canadienne ne

pourrait devenir l'une des quatre ou cinq grandes compagnies. La seule façon d'y arriver c'était de créer une compagnie nationale et c'était absolument essentiel.

Le deuxième point est que quoi qu'on dise cette année, nous avons à faire face à une baisse de nos approvisionnements pétroliers. Nous allons probablement être à court de pétrole brut ordinaire sinon vers la moitié, du moins vers la fin de la prochaine décennie. Il faut absolument que nous nous assurions pour l'avenir d'un approvisionnement en pétrole brut, naturel ou synthétique.

Il y a des gens qui se préoccupent du niveau de notre endettement et de ce que nous léguons aux générations futures. Ils devraient également se préoccuper du fait que d'ici à la fin de notre siècle, il n'y aura pratiquement plus de pétrole. Dès le début du XXI^e siècle, nous nous trouverons peut-être à court de gaz naturel. Voilà le genre d'héritage que nous allons laisser aux générations futures.

Il importe que le Canada ne perde pas le contrôle de la situation et que nous fassions de notre mieux pour assurer nos approvisionnements. Cela peut signifier qu'il faudra forer dans des régions où cela ne sera pas tellement profitable. Cela veut dire que l'État devra participer très activement au projet Syncrude.

La troisième raison pour laquelle j'ai fermement appuyé Petro-Canada et pour laquelle je continuerai d'ailleurs à le faire est simplement la suivante. Dans l'esprit du public, l'industrie pétrolière de notre pays n'a quasiment aucune crédibilité. Je ne prétends pas forcément que les porte-parole de cette industrie mentent, mais l'opinion publique ne croit tout simplement pas qu'on lui dit la vérité.

Cette industrie a prétendu à un moment donné que nous disposions de ressources qui dureraient 123 années. Elle a d'ailleurs transmis cette information à l'Office national de l'énergie. Puis ensuite elle a déclaré que nous serions à court de pétrole en 1985 et voilà que soudainement on nous apprend que nous allons recommencer à exporter de nouveau du pétrole. L'opinion publique canadienne n'accorde pas la moindre crédibilité à cette industrie dans ce secteur. En fait, on constate un manque global de crédibilité à son égard. Peut-être n'est-ce pas justifié mais le fait est là.

Dans l'intérêt de cette industrie et pour le bien de la population canadienne, il est extrêmement important que le gouvernement canadien possède sa propre compagnie dans ce secteur industriel afin de pouvoir mieux le surveiller. Après tout, ce sont les grosses compagnies pétrolières qui seront les bénéficiaires de ce genre de surveillance. Si elles ne mentent pas, et je ne prétends pas que ce soit le cas, le fait de former un groupe possédant une certaine crédibilité pour pouvoir expliquer sainement la situation et la placer sous son vrai jour ne pourra qu'avoir des aspects positifs. S'il s'avère que les grosses compagnies mentent en fait et que les chiffres qu'elles nous communiquent ne sont pas vrais, nous le saurons alors.

Comme l'industrie du pétrole et du gaz a pu augmenter très rapidement ses prix au cours des trois ou quatre dernières années, cela devient très important. Elle a notamment fait valoir pour justifier ces hausses, qu'elle pourrait dépenser plus pour la prospection. C'est une autre raison pour laquelle nous devrions exercer une surveillance. Il est important que la société appartenant à la population canadienne ait la possibilité de surveiller l'industrie.